



Dans le cadre de la commémoration du tricentenaire des ponts et chaussées,

le **Comité d'histoire** propose une
JOURNÉE D'ÉTUDES
le 7 juillet 2016

au pôle universitaire Léonard de Vinci, à l'auditorium, à la Défense

Programme prévisionnel

Aménageurs et populations au fil du temps : de la consultation au dialogue

8h30 : Accueil des participants

9h15 : Ouverture

Anne-Marie LEVRAUT, vice-présidente du Conseil général de l'environnement et du développement durable, cheffe du corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts

9h30: Introduction de la journée

Introduction scientifique

Jean-Michel FOURNIAU, chercheur à l'IFSTTAR, directeur du Groupement d'intérêt scientifique du CNRS « Participation du public, décision, démocratie participative »

Témoignage

« **Écouter, expliquer, convaincre** » : comment, depuis mes débuts professionnels, les ingénieurs se sont-ils adaptés aux attentes et à l'organisation de la société civile à l'occasion de conflits d'aménagement ?

Georges MERCADAL, ingénieur général, vice-président de 2002 à 2007 de la Commission nationale du débat public

10h00 : SESSION 1 - Les pratiques de concertation avec les populations différent-elles selon les cultures politiques des pays ?

Modérateur : Thierry LAVOUX, membre honoraire du CGEDD

- Les dispositifs participatifs mis en œuvre dans le champ de l'urbanisme en Grande Bretagne, illustrés par le cas de Londres

Martine DROZDZ, docteure en géographie et urbanisme de l'Université de Lyon

- Quelques enseignements tirés d'expériences suédoise, finlandaise et anglaise en matière de conception de projets d'aménagement

Laurence DE CARLO, professeur à l'ESSEC au Département Droit et environnement de l'entreprise, Centre de recherches sur la concertation

- Les procédures de participation du public prévues par la loi : regards croisés entre l'Italie et la France sur la place de l'initiative citoyenne dans les textes de loi.

Ilaria CASILLO, maîtresse de conférences, UPEM Université Paris Est Marne La Vallée, vice-présidente de la Commission nationale du débat public, et membre nommé de l'Autorité de garantie de la participation citoyenne et du débat public

- La culture politique américaine dans une ville comme San Francisco a-t-elle fait naître des dispositifs originaux de concertation et d'expression des citoyens à l'occasion de projets d'aménagement

Steve BERNARDIN, Chargé de mission au CGEDD/section Milieux, Ressources, Risques

Conclusions : **Thierry LAVOUX**

11h30 : SESSION 2 - Comment les autorités publiques ont elles évolué dans leur écoute des riverains à l'occasion des projets d'aménagement ?

Modérateur : Christian VIGOUROUX, président de la section de l'intérieur, du Conseil d'État

- Le préfet arbitre, l'expertise des ingénieurs et les attentes des habitants lors des controverses autour de projets d'aménagement

François PHILIZOT, préfet, délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine

- L'évolution du savoir-faire des ingénieurs pour mener la concertation avec les associations sur les projets ferroviaires depuis les controverses sur la ligne à grande vitesse Méditerranée

François TAINURIER, directeur, direction design du réseau, SNCF-réseau

- L'administration des risques urbains et les controverses avec les habitants.

Emmanuel MARTINAIS, chargé de recherches au laboratoire EVS RIVES, ENTPE

- Un acteur clé pour l'évolution de la notion d'intérêt général : les commissaires enquêteurs

Michel SABLAYROLLES, président d'honneur de la compagnie des commissaires enquêteurs

Conclusions : **Christian VIGOUROUX**

13h 00 – Pause -déjeuner

14h30 : SESSION 3 – Depuis la loi Bouchardeau, comment de nouvelles formes de « co-construction » de l'intérêt général ont-elles émergé ?

Modérateur : Loïc BLONDIAUX, professeur au Département de science politique de l'Université Paris-1, président du Conseil scientifique du GIS « participation du public, décision, démocratie participative »

- De la loi Bouchardeau de 1983 à la convention d'Aarhus de 1998, à quelle étape des projets d'aménagement fallait-il consulter les populations en matière d'impact sur l'environnement ? :

Jean LAFONT, ancien chef de l'Atelier central de l'environnement

- Les nouvelles pratiques de l'expérience démocratique des « citoyens en tant que riverains », lors des controverses environnementales avec les ingénieurs en charge de projets d'aménagement depuis les années 1990

Jean-Michel FOURNIAU, chercheur à l'IFSTTAR, directeur du Groupement d'intérêt scientifique du CNRS « Participation du public, décision, démocratie participative »

- Depuis la loi Barnier de 1995, la volonté des citoyens de participer aux débats publics s'est-elle transformée ?

Jacques ARCHIMBAUD, vice-président de la Commission du débat public

- Depuis les directives « projets » et « plans-programmes », comment les principes communautaires ont-ils changé la gestion collective des grands projets d'infrastructures en France ?

Michel BADRE, membre du Conseil économique, social et environnemental, ancien président de l'Autorité environnementale

Conclusions : **Loïc BLONDIAUX**

16h00 : Laurence MONNOYER-SMITH, Commissaire générale au développement durable (CGDD) sur les enjeux politiques de l'ordonnance sur la démocratisation du dialogue environnemental)

16h15 : TABLE RONDE – Les ambitions de la démocratisation du dialogue environnemental en 2016

Modérateur : Alain RICHARD, ancien ministre, ancien président de la commission sur la démocratisation du dialogue environnemental

- Les grands projets d'aménagement et les formes nouvelles du dialogue environnemental entre les aménageurs et les citoyens

Nicolas FORRAY, président de la section milieux, ressources et risques au Conseil général de l'environnement et du développement durable

- Les nouveaux enjeux de la Commission nationale du débat public à l'heure du dialogue environnemental

Christian LEYRIT, président de la CNDP

- Les attentes associatives en matière de démocratisation du dialogue environnemental

Florence DENIER-PASQUIER, secrétaire nationale à France Nature Environnement, ou un représentant de la FNE

- Quelles nouvelles formes d'agir démocratique, la société civile produit-elle ?

Timothée DUVERGER, docteur en histoire contemporaine, chargé de cours à l'Institut d'études politiques de Bordeaux

- Les modes de participation de toutes les parties prenantes aux négociations climatiques sont-ils innovants ?

Paul WATKINSON, chef de l'équipe des négociations climat pour la France

17h30 : Conclusions de la table ronde - Alain RICHARD